

"La manière dont est gérée la crise grecque a atteint un niveau de cynisme qui dépasse l'entendement"

"Le week-end dernier n'a été qu'une profonde trahison des idéaux européens" dit Geert Mak spécialiste de l'Europe. L'idée au coeur de l'Europe a toujours été de mettre de côté les intérêts nationaux pour tendre à considérer les problèmes communs comme européens. Et cela n'a pas été fait ces derniers jours.



Geert Mak © Yann Bertrand

"Les pays les plus riches ont atteint le fond du panier en se comportant comme des usuriers du 19<sup>e</sup> siècle. Le message de l'Europe est le suivant : soit vous payez, soit on vous étrangle à mort."

Geert Mak (68) est hollandais et c'est l'un des plus passionnants spécialistes de l'Europe. En 2004, il avait publié *In Europa*, un livre magistral sur l'ancien continent qu'il avait parcouru un an durant à la recherche du 20<sup>e</sup> siècle. La crise que nous vivons aujourd'hui le rend sombre et furieux.

"La manière dont est gérée cette crise a atteint un niveau de cynisme qui dépasse l'entendement. C'est une honte que nos dirigeants ne montrent pas une once de compassion. Ni avec les réfugiés, ni avec les Grecs. Les dirigeants ne sont préoccupés que par une seule chose et c'est de défendre leur propre pays. Peu importe que la Grèce s'écroule, du moment que l'export n'en souffre pas. Le niveau démocratique de l'Europe doit être renforcé" estime Mak. "Le parlement européen se trouve désormais au niveau des parlements de la fin du 19<sup>e</sup> siècle : il prend de l'ampleur, mais a dans un même temps besoin de plus de pouvoirs. Nous devrions pouvoir voter pour des politiques d'autres pays. Ce débat devrait être mis sur la table."

### Comment faire ?

Mak: "J'aime encore assez bien l'idée de Guy Verhofstadt qui prône une distinction entre les membres de l'UE et les partenaires de l'UE. Certaines questions devraient être traitées de façon plus rapide et centrale. Cela signifie aussi que l'on doit donner davantage de compétences à la Commission européenne. Si l'on ne peut envisager cette option, nous ne

serons plus que des partenaires ponctuels qui n'auront plus rien à dire. Ma proposition est que l'on organise dans tous les pays de l'Europe un référendum autour de cette question d'un pouvoir plus centralisé. Car le pouvoir doit être plus étroit tout en ayant plus de légitimité."

### Cela ne va pas détourner les gens de l'Europe ?

"C'est vrai que nos grognements nous endorment, mais nous nous sentons plus européens que jamais. C'est l'avantage de cette crise. Petit à petit, nous nous sentons tous sur le même bateau. Les journaux débordent d'informations sur l'Europe. Si je compare cela à la situation d'il y a dix ans, c'est une grande avancée. Il n'y avait alors que peu de débats, alors qu'aujourd'hui ils sont partout."



A La Une

Politique

Publié le 14/07/2017

par **Sudouest.fr**.

## L'Allemagne a réalisé 1,34 milliards de bénéfices en prêtant à la Grèce



Le ministre des Finances allemand, Wolfgang Schäuble, a été particulièrement intransigeant sur le dossier grec. - PHILIPPE LOPEZ / AFP

Le malheur des uns fait le bonheur des autres. La crise grecque, si elle a mis à rude épreuve le continent européen, a rapporté près d'un milliard d'euros à l'Allemagne

1,34 milliards d'euros. C'est la coquette somme que l'Allemagne a remportée en prêtant à la Grèce au plus fort de la crise économique, comme le rapporte **le journal Les Echos** (lire **ci-dessous**). Le sujet fâche en Allemagne, où les partis de gauche, notamment Les Verts, reprochent à Berlin d'avoir été bien peu solidaire de la Grèce lors de la crise financière.

C'est à leur demande que le ministère des Finances a rendu public les bénéfices engrangés suite aux prêts à la Grèce.

Dès le début de la crise grecque, en 2009, l'Allemagne, comme de nombreux pays européens, a aidé la Grèce en accordant plusieurs sortes de prêts, de manière bilatérale ou bien en utilisant les fonds européens de stabilité créés à cette époque, ou encore via la Banque centrale européenne (BCE).

## La banque centrale allemande grande gagnante

La Bundesbank, la banque centrale allemande, a notamment dégagé un profit total de 952 millions d'euros provenant de ce programme. Entre 2013 et 2015, les Européens se sont mis d'accord pour que la BCE reverse les intérêts réalisés sur les obligations grecques aux Etats membres de la zone euro, qui ensuite devaient les reverser à Athènes, pour stimuler la reprise de l'économie grecque.

Cette procédure avait été stoppée en 2015, en raison des fortes tensions entre les créanciers et la Grèce. Son ministre des Finances d'alors, Yanis Varoufakis, était déterminé à renégocier complètement l'accord avec les créanciers.

## La rédaction vous conseille

- Migrants : l'Europe craint un nouvel été meurtrier
- Edito : Macron et Merkel, la belle mise en scène

Les Echos.fr

Isabelle Couet  
Le 12/07/2017  
A.N-R et I.Co

## L'Allemagne a engrangé plus d'un milliard de profits sur la Grèce



La Grèce pourrait de nouveau se voir rétrocéder les profits réalisés par la BCE sur les obligations helléniques - Shutterstock

Le ministère des Finances allemand affirme avoir réalisé 1,3 milliard d'euros de bénéfices en prêtant à la Grèce. Les profits réalisés via la BCE sont les plus importants.

C'est un sujet qui sème la zizanie en Allemagne. En effet, la posture du gouvernement d'Angela Merkel sur le dossier grec soulève des critiques. Notamment de la part des Verts, qui regrettent un manque de solidarité avec Athènes. C'est à leur demande que le ministère des Finances a dû dévoiler les profits réalisés sur les prêts accordés à la Grèce. Selon le quotidien *Süddeutsche Zeitung*, les bénéfices s'élèvent à 1,34 milliard d'euros au total.

Depuis le début de la crise grecque en 2009, l'Allemagne, comme tous les partenaires européens, a participé au sauvetage du pays en accordant différentes sortes de prêts, soit de manière bilatérale soit via les fonds européens de stabilité créés à cette époque, ou encore à travers la Banque centrale européenne (BCE). Le montant révélé par le ministère comprend notamment un bénéfice de 393 millions d'euros réalisé sur le prêt de 15,2 milliards d'euros accordé par la banque de développement KfW depuis 2010.

## Profits issus du programme de la BCE

Mais la part la plus importante provient des obligations détenues par la BCE. Celle-ci a mis en place entre 2010 et 2012 le "Securities Market Program" (SMP), un programme d'achats d'emprunts d'Etat destiné à soutenir les pays en grande difficulté de la zone euro et principalement la Grèce. Le journal allemand indique que depuis 2015, la banque centrale allemande, la Bundesbank, a dégagé un profit total de 952 millions d'euros provenant de ce programme.

De 2013 à 2015, les Européens sont tombés d'accord pour que la BCE reverse les profits réalisés sur les obligations grecques aux Etats membres de la zone euro, afin que ceux-ci les transfèrent à Athènes, dans le but d'alléger un peu son fardeau. Mais cette procédure a été stoppée en 2015, en raison des fortes tensions entre les créanciers du pays en crise et le gouvernement grec, en particulier son ministre des Finances, Yanis Varoufakis, déterminé à renégocier complètement l'accord avec la Troïka.

## Reprise des versements mentionnés lors du dernier Eurogroupe

Signe du dégel des relations, lors de l'Eurogroupe du mois dernier, la reprise du versement des profits des banques centrales a de nouveau été mentionnée dans le communiqué final.

*"Si la Grèce met complètement en oeuvre le programme d'ajustement d'ici à 2018, alors les profits réalisés en 2017 sur les titres détenus dans le cadre du programme de la BCE pourront lui être restitués, mais pas ceux réalisés en 2015 et 2016", précise l'équipe de Citi.*

Selon une source proche de Bercy, au total, la Grèce pourrait recevoir de ses partenaires un montant "qui se chiffre à plusieurs milliards d'euros".

En 2015, le stock de dette grecque détenu par la BCE - la dette n'ayant pas expiré et sur laquelle Athènes devait continuer de verser des intérêts - s'élevait à 27 milliards d'euros. L'ancien ministre des Finances grec, Yanis Varoufakis, alors en fonction, envisageait de faire défaut sur cette dette : son plan, baptisé « plan X », consistait ainsi à forcer la Troïka à revoir ses conditions envers Athènes. Il a dû démissionner avant de pouvoir l'activer.

A noter : La Commission européenne a annoncé ce mercredi la clôture prochaine de la procédure de déficit excessif contre la Grèce.

## Sur le même sujet

- 30 JUN Crise grecque : une taupe dans la machine européenne
- 19 JUN BCE : opération transparence sur les prêts d'urgence
- Quand Varoufakis dévoile les coulisses de l'Europe
- Comment la Grèce prépare son retour sur les marchés